

Unité Départementale de la Loire-Atlantique
5 rue Françoise Giroud - CS 16326
44263 NANTES
Mél : ud44.dreal-pays-loire@developpement-durable.gouv.fr

NANTES, le 16/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST

La Rabelais
44680 Chaumes-en-Retz

Références : N1-2023-843-Rap_Insp
Code AIOT : 0006303275

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/07/2023 dans l'établissement CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST implanté Bréfauchet 44320 Chaumes-en-Retz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERES ET MATERIAUX DU GRAND OUEST
- Bréfauchet 44320 Chaumes-en-Retz
- Code AIOT : 0006303275
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société CMGO exploite une carrière de roches massives (gneiss) autorisée par arrêté préfectoral du 21 octobre 2002 pour une durée de 30 ans. La production maximale autorisée est de 2 000 000 tonnes par an.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Les suites de l'inspection précédente ;
- Le suivi des contrôles environnementaux ;
- La gestion de l'eau dans le cadre de la sécheresse.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Limitation des émissions de poussières : suite inspection du 29/07/2021	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Contrôle des émissions sonores : suite inspection du 29/07/2021	AP Complémentaire du 21/02/2020, article V	Susceptible de suites	Sans objet
3	Fréquence de contrôle des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 8.5	/	Sans objet
10	Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
16	Valeurs limites des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.4	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Existence d'une installation de gestion	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et annexe	Susceptible de suites	Sans objet
5	Plan de gestion des déchets - traitement des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
6	Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
7	Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
8	Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
9	Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
11	Plan de gestion des déchets - remise en état zone de stockage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
12	Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	Susceptible de suites	Sans objet
13	Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
14	Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	Susceptible de suites	Sans objet
15	Valeurs limites des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7	/	Sans objet
17	Suivi des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.5	/	Sans objet
18	Application de l'arrêté ministériel	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1.I	/	Sans objet
19	Arrêté cadre sécheresse	Arrêté Préfectoral du 08/06/2023, Annexe 1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit poursuivre la remise en état des portes de l'installation de traitement contribuant à diminuer les émissions de poussières dans l'environnement. L'exploitant doit réaliser dans les meilleurs délais un nouveau contrôle des émissions sonores selon la méthode d'expertise.

2-4) Fiches de constats

N°1 : Limitation des émissions de poussières : suite inspection du 29/07/2021

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.1
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Toutes les dispositions nécessaires sont prises par l'exploitant pour que l'installation ne soit pas à l'origine d'émissions de poussières susceptibles d'incommoder le voisinage et de nuire à la santé et à la sécurité publiques, et ce même en période d'inactivité.</p> <p>Des dispositions particulières sont mises en œuvre par l'exploitant, tant au niveau de la conception et de la construction que de l'exploitation de l'installation de manière à limiter les émissions de poussières.</p> <p>Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement de l'installation sont aussi complets et efficaces que possible.</p> <p>La conception de l'installation prend en compte l'exécution des opérations de nettoyage et de maintenance dans les meilleures conditions d'hygiène et de sécurité pour les opérateurs.</p> <p>En fonction de la granulométrie des produits minéraux, les postes de chargement et de déchargement sont équipés de dispositifs permettant de réduire les émissions de poussières dans l'atmosphère. [...]</p>
Constats : <p>Constat du 18/10/2022 :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les portes n'ont pas fait l'objet d'une réparation. Il précise que les investissements en 2021 et 2022 ont été concentrés sur la mise en place du nouveau traitement primaire et la réalisation d'un réseau d'arrosage des pistes empruntées par les véhicules poids-lourds extérieurs et la zone de rotation des dumpers (en tête du primaire). L'exploitant précise également qu'il est toujours à la recherche du bon système à mettre en place pour les portes.</p> <p>Réponse de l'exploitant : Le bâtiment dispose de 6 portes qui vont être remises en état en février 2023. De plus, la porte sectionnelle (côté CR7) sera réparée en avril 2023 et les 4 portes sur rail seront modifiées pour qu'elles ferment de l'extérieur.</p> <p>Constat du 27/07/2023 :</p> <p>Lors de l'inspection, il a été constaté que 4 portes avaient été remises en état. L'exploitant doit poursuivre la remise en état des autres portes du bâtiment.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°2 : Contrôle des émissions sonores : suite inspection du 29/07/2021

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 21/02/2020, article V
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée dans un délai de trois mois à compter de la mise en service de l'installation de lavage. Un point de mesure est au minimum choisi au niveau du village de Briageau.</p> <p>Les mesures des émissions sonores sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé.</p>
Constats : <p>Constat du 18/10/2022 :</p> <p>Lors de l'inspection, l'exploitant a présenté par le rapport des mesures de bruit effectuées par ETUDE CONSEIL ENVIRONNEMENT en octobre 2021. Le rapport ne fait pas mention de non-conformité sur les différents points de contrôle et une mesure a été effectuée au niveau du village de Briageau.</p> <p>Cependant, pour les points de mesure N°5 et N°6 la différence entre l'émergence et la valeur limite considérée est inférieure à 2 dB(A), ce qui ne permet pas de conclure à la conformité pour ces deux émergences compte-tenu de l'absence de précision dans le rapport de la méthode qui a été employée : " contrôle " ou " expertise ".</p> <p>Constat du 27/08/2023 :</p> <p>L'exploitant n'a pas réalisé de nouvelles mesures de bruits en 2022. L'écart relatif à la méthode employée est maintenu.</p>
Observations : L'exploitant doit indiquer à l'inspection des installations classées, si la méthode utilisée pour les mesures est celle de "contrôle " ou celle "d'expertise". Si la méthode de "contrôle" a été utilisée une nouvelle mesure doit être effectuée selon la méthode "d'expertise".
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°3 : Fréquence de contrôle des émissions sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2022, article 8.5
Thème(s) : Risques chroniques, Émissions sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : <p>L'exploitant fait procéder au moins tous les ans ou dès que l'extraction se rapproche des zones habitées à une mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences. [...]</p>
Constats : L'exploitant n'a pas réalisé de mesure des niveaux d'émissions sonores et des émergences depuis le contrôle d'octobre 2021.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°4 : Existence d'une installation de gestion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 et annexe
Thème(s) : Risques chroniques, Existence installation de gestion de déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>L'arrêté ministériel du 22/09/1994 fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I de l'arrêté ministériel du 22/09/1994 encadrant les carrières.</p>
Constats : <p>Constat du 18/10/2022 :</p> <p>Le plan de gestion des déchets de l'extraction (PGD) mentionne l'existence de plusieurs installations de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- Terre végétale (merlons périphériques et verses)- Stockage achevé- Stériles de découverte (verses)- Stockage en cours- Boues de décantation des eaux d'exhaure et de lavage (bassins) <p>L'exploitant doit modifier le PGD :</p> <ul style="list-style-type: none">- En retirant le bassin remblayé par de la découverte (page 16 du PGD) et la fosse remblayée (page 17 du PGD) : les zones remblayées ne constituent plus des zones de stockage de déchets.- En ajoutant les stocks de sables non commercialisés et stockés sur une durée de plus de trois ans. <p>Constat du 27/07/2023 :</p> <p>Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction. Celui-ci a été modifié pour prendre en compte les remarques de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°5 : Plan de gestion des déchets - traitement des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : -la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; -la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets
Constats : Constat du 18/10/2022 : Le PGD doit être complété avec les informations relatives aux stocks de sable. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction. Celui-ci a été complété avec les informations relatives aux stocks de sable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°6 : Gestion et suivi des zones de stockage - Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Localisation des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Constat du 18/10/2022 : Le plan topographique du site ne permet pas de la localisation de l'ensemble des zones de stockage de déchets de l'extraction. L'exploitant doit le compléter. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci comprend un plan topographique où est localisé l'ensemble des zones de stockages décrites dans le PGDE.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°7 : Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010.</p>
Constats : <p>Constat du 18/10/2022 : L'exploitant indique que son installation ne relève pas de la catégorie A (au sens de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010). Ce point n'est toutefois pas précisé dans le PGD. Constat de l'inspection des installations classées : L'exploitant doit ajouter cette information dans le PGD en la justifiant.</p> <p>Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci comprend des justifications de non classement en catégorie A pour les installations concernées (verses situées en limite d'exploitation et bassins de décantation).</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°8 : Plan de gestion des déchets - Impacts et mesures préventives

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : <p>Le plan de gestion contient la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives prises.</p>
Constats : <p>Constat du 18/10/2022 : Le PGD doit être complété avec les informations relatives aux stocks de sable.</p> <p>Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci a été complété avec des informations relatives à la description de la manière dont les stockages de sables peuvent affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives prises.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°9 : Plan de gestion des déchets - procédures de contrôle et de surveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient les procédures de contrôle et de surveillance proposées.
Constats : Constat du 18/10/2022 : Pour l'ensemble des zones déjà identifiées, le PGD doit être complété par un descriptif des procédures de contrôle (fréquence, traçabilité...). Il doit aussi être complété pour les stocks de sables. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci présente pour chaque zone et/ou type de stockage de déchets d'extraction les procédures de contrôle et de surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°10 : Gestion et suivi des zones de stockage - Suivi des quantités

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Constat du 18/10/2022 : L'exploitant doit compléter le PGD sur les points suivants : - Ajout du code déchets pour les stocks de terre végétale ; - Ajout de modalités de suivi des quantités, type registre de suivi (l'exploitant indique disposer d'un fichier des stocks qui pourrait répondre à cette demande). Ces demandes de compléments doivent également être mises en œuvre pour les stocks de sable. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci a été complété en partie, il manque les éléments suivants : - Les modalités de suivis de quantité : préciser dans un paragraphe comment sont suivies les quantités de déchets en stocks ; - les codes déchets pour les stockages de terres végétales.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°11 : Plan de gestion des déchets - remise en état zone de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion des déchets contient le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage.
Constats : Constat du 18/10/2022 : Le PGD doit être complété par le plan de remise en état des zones de stockage. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci comporte le plan de remise en état des zones de stockage des déchets.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°12 : Gestion et suivi des zones de stockage - Gestion et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Risques chroniques, Gestion et suivi des zones de stockage
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Constat du 18/10/2022 : Les informations relatives à la stabilité sont indiquées pour chacune des zones dans le PGD (pages 12 à 19 et page 33 (annexe 5). L'exploitant doit préciser dans le PGD les contrôles (nature du contrôle, fréquence...) qu'il effectue. Un contrôle renforcé est particulièrement important pour la verse sud. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci comporte les contrôles et la surveillance effectués sur les stockages de déchets. En particulier, pour la verse Sud une surveillance visuelle du stock selon une fréquence mensuelle et une surveillance par un géotechnicien interne, selon une fréquence semestrielle.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°13 : Plan de gestion des déchets - nature et quantités des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation.
Constats : Constat du 18/10/2022 : Le PGD contient les informations demandées pour chacune des zones identifiées. L'exploitant doit compléter le PGD avec les informations relatives aux stocks de sable et veiller à la mise à jour des informations sur les quantités maximales stockés, en précisant s'il s'agit bien de chiffres définitifs. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci comporte les informations relatives aux stocks de sable et les quantités maximales ou définitives pour chaque stockage.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°14 : Plan de gestion des déchets - lieu d'implantation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Contenu du PGD
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 18/10/2022• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles.
Constats : Constat du 18/10/2022 : Le PGD doit être complété avec les indications relatives au lieu d'implantation des stocks de sable. Constat du 27/07/2023 : Par courriel du 18 avril 2023, l'exploitant a transmis une nouvelle version du plan de gestion des déchets d'extraction (PGDE). Celui-ci comporte les informations relatives au lieu d'implantation des stocks de sable.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°15 : Valeurs limites des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Emissions atmosphériques
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : [...] L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. [...]
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis le bilan annuel des Retombées de poussières dans l'environnement. Les mesures effectuées aux points de type (b) sont inférieures en moyenne annuelle glissante, et en brut, à la valeur de 500 mg/m ² /jour.
Observations : Les valeurs mesurées au point de type (b) (habitations) sont du même ordre de grandeur que la station de mesure témoin.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°16 : Valeurs limites des eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.4
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux d'exhaures
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les eaux d'exhaure de la carrière, ainsi que les eaux de ruissellement et celles de l'installation de lavage des camions ne pourront être rejetées qu'après avoir subi une neutralisation et une décantation permettant de respecter les valeurs limites suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - pH entre 5,5 et 8,5 - température : inférieure à 30 °C - MEST < 35 mg/l (norme NFT 90 105) - QCO sur effluent non décanté < 125 mg/l (norme NFT 90 101) - Hydrocarbures < 10 mg/l (norme NFT 90 114) <p>Ces valeurs seront mesurées sur un échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures.</p> <p>Aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites. La modification de couleurs du milieu récepteur mesuré en un point représentatif de la zone de mélange ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. [...]</p> <p>Les éléments visés ci-dessus, seront mesurés trimestriellement, les résultats seront archivés par l'exploitant.</p> <p>La pompe de rejet sera équipée d'un compteur totalisateur de débit.</p>
<p>Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les derniers résultats de mesures des effluents aqueux (dernier en avril 2023).</p> <p>Il existe deux points de rejets pour les eaux d'exhaure : un utilisé en permanence (rejet Rabelais) et un second utilisé en appoint quand les quantités d'eau à évacuer sont importantes (rejet Landes Cavernières). Un contrôle est également effectué sur le ruisseau longeant et traversant une partie du site, en amont et en aval de la carrière.</p> <p>Le rejet Rabelais, le ruisseau aval et le ruisseau amont sont contrôlés tous les trimestres. Le contrôle sur le rejet des Landes Cavernières est effectué le même jour quand le point de rejet est utilisé.</p> <p>Les prélèvements sont effectués de manière instantanée.</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en place des prélèvements représentatifs de ses rejets d'eaux d'exhaure sur 24 heures.</p> <p>Les résultats transmis ne montrent pas de dépassement des valeurs limites prescrites.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N°17 : Suivi des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 21/10/2002, article 9.5
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Le niveau de la nappe phréatique sera contrôlé semestriellement par le suivi des puits suivants cités dans l'étude d'impact : La Potironnière (n° 7) La Garenne (n° 13) Les Béchis (n° 14) Briageau (n° 19) La Biche (n° 23) La Rochelle (n° 26)
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats de suivi des niveaux des puits. Les contrôles sont bien effectués tous les semestres sur les 6 puits.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N°18 : Application de l'arrêté ministériel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 1.I
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.
Constats : Préalablement à l'inspection, l'exploitant a transmis les relevés de pompage des eaux d'exhaure depuis début 2023. Les données transmises permettent de déterminer que les prélèvements d'eaux d'exhaure sont supérieures à 10 000 m ³ par an. L'arrêté ministériel est donc applicable. Le jour de l'inspection le niveau de gravité atteint était : vigilance pour le bassin Estuaire de la Loire.
Observations : En fonction des niveaux de gravité, quelque soit l'origine de la ressource, les seuils de l'article 2 s'appliquent : – vigilance : sensibilisation accrue du personnel aux règles de bon usage et d'économie d'eau selon une procédure écrite affichée sur site ; – alerte : réduction du prélèvement d'eau de 5 % ; – alerte renforcée : réduction du prélèvement d'eau de 10 % ; – crise : réduction du prélèvement d'eau de 25 %. Ces réductions s'appliquent sur un volume de référence définie au même article. Pour le calcul de ce volume l'exploitant peut ne pas tenir compte du volume de certains usages, par exemple ceux permettant de satisfaire les exigences de protection de l'environnement, de salubrité publique et de protection de personnes et des biens. L'article 3 prévoit des conditions de non application de l'article 2.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/06/2023, Annexe 1
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] N° : 15</p> <p>Usage : Usage de l'eau strictement nécessaire au process de production ou à l'activité exercée</p> <p>Vigilance : Sensibiliser les usagers aux règles de bon usage d'économie d'eau</p> <p>Alerte : Utilisation raisonnée de l'eau</p> <p>Alerte renforcée : Objectif de réduction de 25 % du volume journalier maximal autorisé (ou habituellement prélevé pour ceux qui n'ont pas d'autorisation ou de disposition particulière) sauf pour les process de production concernés par un plan d'action volontaire de l'industriel mettant en œuvre une réduction effective des consommations d'eau sur ces process et transmis à l'Etat.</p> <p>Crise : Interdiction sur décision du préfet.</p>
<p>Constats : L'arrêté préfectoral du 8 juin 2023 est applicable à l'installation pour son prélèvement d'eau d'exhaure, la fosse d'extraction étant située à moins de 100 m d'un cours d'eau.</p> <p>Une partie des eaux d'exhaure est utilisée pour compléter les besoins en eau de l'installation de lavage, qui fonctionne en circuit fermé. Il n'a pas été constaté d'autre usage de l'eau, outre ceux nécessaires à la protection de l'environnement et des salariés.</p> <p>Lors de l'inspection, le niveau d'alerte pour les eaux superficielles dans le bassin de l'Estuaire de la Loire est : vigilance.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet